

## GIP FCIP de l'académie de Poitiers

Réalisation de vidéos dans le cadre du projet CODA  
« A la Croisée Des pArcours »

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAPA – VIDEOS - CODA - 2025

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### Pouvoir adjudicateur :

GIP FCIP de l'académie de Poitiers  
Téléport 5 – LP2I – 3ème étage – Avenue du Parc du Futur  
86130 Jaunay-Marigny

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 Objet

Le présent marché est lancé par le Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP FCIP) de l'académie de Poitiers, en sa qualité d'entité adjudicatrice et porteur administratif et financier de l'action. Le rectorat de l'académie de Poitiers assure quant à lui la mise en œuvre pédagogique du projet, en cohérence avec les orientations académiques en matière d'orientation et d'information des élèves.

L'objet du marché est de sélectionner, pour une durée de trois ans, un prestataire chargé de la conception et de la réalisation de vidéos de portraits de professionnels issus du bassin académique ainsi que de vidéos de présentation des formations. Ces productions devront être proposées en format flat 2D et intégrer des QR codes et outils interactifs, afin de favoriser l'accès à une information claire et attractive pour l'orientation des élèves. La continuité du marché sur plusieurs années doit garantir la cohérence visuelle et la qualité des supports réalisés.

### 1.2 Type

Conformément au code de la commande publique (code CPV 92111100-3 « Production de films et de vidéos à usage pédagogique ») il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. Il est conclu pour un montant maximum de 60000 € TTC sur la durée totale de l'accord cadre. Il ne comprend pas de minimum.

### 1.3 Durée

L'accord cadre prend effet à compter de la date de notification de l'accord cadre. Il est conclu pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 2 fois pour une durée maximale totale de 3 ans.

Dans le cas où le GIP-FCIP de l'académie de Poitiers déciderait de procéder à la résiliation, il le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

### 2.1 Allotissement

En application de l'article L.2113-10 et 11 du code précité, le marché n'est pas alloti du fait du caractère indivisible de la prestation.

### 2.2 Tranches optionnelles

Le marché est lancé sans tranche.

### 2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Se référer au cahier des clauses techniques particulières.

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

### 3.1 Documents contractuels

Conformément au Code de la Commande Publique, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (A.E.) et BPU en annexe
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- le cahier des clauses particulières (C.C.T.P.)
- le mémoire technique

### 3.2 Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, quelle que soit la date de début de marché et sans que le GIP FCIP de l'académie de Poitiers n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## ARTICLE 4 : EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Les prestations, objets de l'accord-cadre, sont exécutées conformément aux stipulations du cahier des charges et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre.

Le titulaire est tenu par une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à entreprendre et réaliser les prestations conformément aux délais prévus dans les pièces de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces obligations pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

### 4.1 Mise au point du marché

Le marché sera exécuté conformément aux pièces contractuelles.

## **4.2 Accord cadre à bons de commande**

Chaque nouvelle commande dans le cadre de l'accord fera l'objet d'un bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- la date ou les délais d'exécution ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- la référence du marché ;
- le montant de la prestation commandée.

En outre, le titulaire peut, dans le cadre de son devoir de conseil, pendant un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande, signaler au GIP FCIP de l'académie de Poitiers toute erreur formelle dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

En l'absence de réserves formulées par le titulaire dans le délai ci-dessus, le bon de commande devient définitif, et le titulaire ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

## **ARTICLE 5 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de chaque phase telle que décrite dans le cahier des charges et les pièces du marché :

- Vérifier la conformité au cahier des charges ;
- Engagements pris par le titulaire à travers son offre.

### **Suivi du marché :**

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique.

.

## **ARTICLE 6 : ETABLISSEMENT DES PRIX**

### **6.1 Composition des prix**

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux services.

Le prix initial remis, dans l'offre, est indiqué hors taxes et toutes charges comprises.

Le prix est ferme pour la période du marché.

## **6.2 Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

# **ARTICLE 7 : FACTURATION – PAIEMENT**

## **7.1 Facturation**

La facturation interviendra sur service fait, après validation de chaque vidéo par le comité de suivi, sur présentation d'une facture adressée au GIP-FCIP de Poitiers, via la plateforme Chorus Portail Pro.

Chaque facture sera rémunérée à réception de chacune des prestations faisant l'objet d'un bon de commande.

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il convient de préciser que l'acheteur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port, quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque vidéo livrée ;
- le montant hors taxes par vidéo et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le n° du bon de commande ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

## **7.2 Paiement**

Le règlement a lieu par mandat administratif et virement sur le compte du titulaire, et pour lequel celui-ci fournit un RIB.

En application des dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de trente jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## **ARTICLE 8 : CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ**

### **8.1 Contrôle**

Le GIP-FCIP de l'académie de Poitiers se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### **8.2 Clauses de ré-examen**

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,

La mise en œuvre de cette **clause de réexamen** pourra être initiée à l'initiative de l'acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'acheteur par LRAR.

L'Acheteur se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

## **ARTICLE 9 : UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **Propriété intellectuelle et droit de diffusion :**

Il sera fait application des dispositions prévues au CCGA-PI.

Le titulaire s'engage à ne pas publier, reproduire ou adapter de quelque manière que ce soit les résultats de la prestation objet du contrat, ni utiliser le logo.

Le titulaire déclare expressément faire son affaire à ses frais de tout différend l'opposant à un tiers concernant la propriété intellectuelle.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires auprès de toute personne ainsi que de son personnel et ses sous-traitants, afin que l'acheteur ne soit tenu d'aucun paiement à leur égard au titre des droits d'auteurs ou des droits à l'image.

Le prestataire utilisera uniquement des musiques ou images libre de droit ou sous licence cédée.

L'académie de Poitiers se réserve la pleine propriété intellectuelle et l'ensemble des droits de diffusion, de modification et de reproduction sur tout support compatible sans limite de durée.

Toutefois, le prestataire peut exploiter ces vidéos selon les conditions déclarées dans la convention fournie en annexe « traitement des données à caractère personnel ».

## ARTICLE 10 : Communication sur le projet

Toute communication sur le projet est soumise à accord préalable du GIP FCIP et du Rectorat de Poitiers.

## ARTICLE 10 : GARANTIES

Le régime des garanties est précisé par l'article 30 du CCGA-PI.

## ARTICLE 11 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile, conformément à l'article 9 du CCGA -PI.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier la prend intégralement en charge.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

## ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le fournisseur est dispensé du versement de la retenue de garantie.

## ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

### 13.1 Pénalités

Par dérogation du CCGA -PI, en cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités par jour. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant du marché ni la somme de 10 000 euros.

#### **Pénalités pour indisponibilité ou retard**

Une pénalité forfaitaire de 100€ peut être appliquée au vu de la prestation du titulaire pour :

- Absence de remise de document, absence ou retard à une session, ...

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire, une pénalité forfaitaire de 100€, avec une mise en demeure préalable. Cette pénalité est applicable à compter du lendemain du jour de dépassement du délai prescrit.

### **13.2      Résiliation, litiges**

Les dispositions des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations. Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Poitiers – 15 rue de Blossac – 86000 Poitiers.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25) et conformément au CCAG PI.